

Éditorial

Au cours des trois dernières décennies environ, un certain nombre d'universitaires opérant sous les auspices du CODESRIA, puis de l'UNRISD, ont consacré leur énergie et leur temps à défendre la politique sociale en Afrique de la manipulation politique externe et des attaques d'intellectuels. Ces attaques se sont manifestées sous la forme d'approches néolibérales réductionnistes qui remettaient en question le rôle de l'Etat dans le développement en général, et l'idée et la pratique de la politique sociale en particulier. L'agression externe a réduit le discours sur le développement en privilégiant les forces du marché comme facteur clé dans l'allocation des biens publics l'allocation des biens publics. Dans ce scénario, aussi bien le contexte que le sens large de la politique sociale ont été réduits et vidés à une simple fonction de « protection sociale ».

L'attaque contre la politique sociale dans le contexte africain persiste à ce jour. C'est d'autant plus vrai que la pensée économique néoclassique prévaut et que sa tentative de trouver des explications à l'échec du projet néolibéral évite l'idée d'une politique sociale transformatrice. Les inégalités brutales que le néolibéralisme a engendrées, aggravées récemment par la pandémie, et la marginalisation croissante de certaines franges de la société sont autant de facteurs qui plaident en faveur d'une politique sociale axée sur le développement. Et c'est là qu'intervient l'histoire de l'éradication de la pauvreté. Dans le contexte des réflexions néolibérales, une fois que la pauvreté a été « découverte » et est devenue en vogue, le cadre des documents stratégiques de réduction de la pauvreté a été présenté comme un moyen de s'attaquer aux effets débilissants de la pauvreté. Mais cela n'a guère permis de relever le défi de la pauvreté. Au lieu de cela, le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté a reformulé le rôle de la politique sociale pour en faire un moyen d'atténuer les souffrances par la simple fourniture de subventions en guise de filets de sécurité. Les gouvernements ont été contraints, cajolés ou simplement amenés à se conformer à ce cadre palliatif qui adopte des « solutions » promettant simplement que les effets sur les pauvres seront minimisés grâce à des aides sociales. Au cours des dernières décennies, les partisans du peu d'Etat et de l'assistance financière semblent avoir gagné pour avoir situé le débat entre la croissance et l'équité, surtout depuis que le Consensus de Washington a donné un nouvel élan au désengagement de l'Etat.

Les articles de ce Bulletin sont sélectionnés et résumés à partir de l'étude récemment publiée par le CODESRIA sur la *politique sociale dans le contexte africain* (Dakar, 2021), éditée par Jimi O. Adesina. Les articles ont d'abord été présentés et discutés lors de la conférence à Pretoria, en 2017, sur la politique sociale en Afrique organisée conjointement par le CODESRIA, la Chaire SARChI en politique sociale de l'Université d'Afrique du Sud (Unisa) et l'UNRISD. Sur les quatorze chapitres publiés dans l'ouvrage, six sont résumés dans ce Bulletin, afin de rendre ce travail facilement accessible à la communauté universitaire et politique, y compris aux acteurs de la société civile souhaitant s'engager dans le sujet.

L'ancien Secrétaire exécutif du CODESRIA, feu Thandika Mkandawire, a prononcé un discours introductif lors de cette conférence, en tandem avec Tade Aina. Ayant été tous les deux des pionniers dans le domaine de la politique sociale en Afrique, leurs réflexions intellectuelles sur ces questions ont été essentielles pour alimenter les débats sur la politique sociale en Afrique. Le décès de Thandika a peut-être compromis la rapidité avec laquelle la mission de sauvetage, évoquée plus haut, est menée. Mais il n'a certainement pas arrêté le désir et la conviction de documenter la pertinence historique et l'importance indéniable de la politique sociale dans le développement. Tout au long de son illustre carrière intellectuelle, Thandika a apporté une clarté conceptuelle aux débats sur la politique sociale. La force de ses fondements méthodologiques et la profondeur historique de sa compréhension des processus socio-économiques dans le monde et en Afrique ont laissé un programme de recherche riche mais inachevé.

L'agenda de recherche inachevé tourne autour de la notion de politique sociale transformatrice. Il est construit autour d'un ensemble d'hypothèses qui s'écartent radicalement des ancrages néolibéraux autour desquels la pratique et la pensée dominantes en matière de politique sociale ont été organisées. Au fond, et comme Jayati Ghosh nous l'a récemment rappelé lors de la troisième édition de la conférence sur la politique sociale en Afrique, Thandika considérait que la politique sociale était essentiellement une politique économique et il a démontré la force du cadrage de la politique sociale en termes de développement, mais il a également insisté sur le fait que le développement n'a de sens que s'il est imprégné d'un esprit profon-

dément démocratique. Comme le montrent les interventions ici, les allocations périodiques sous forme de transferts d'argent ne font pas une politique sociale. La protection sociale est plutôt traitée comme un leurre néolibéral visant à détourner la politique sociale de son objectif transformateur et à l'orienter vers un cadre anhistorique et un programme anti-développement.

S'ils sont lus ensemble, les articles de ce Bulletin, suggèrent d'éviter la criminalisation de la politique sociale dans les sociétés néolibérales, pour reprendre le titre d'une étude récente. Cette affirmation est habituellement résumée dans l'article introductif et approfondie dans l'article de Katja Hujo. Les articles suivants développent les dimensions de la politique sociale en utilisant la conceptualisation envisagée dans le cadre transformatif. Les articles se concentrent sur les intersections de la politique sociale avec les questions de genre et de santé, le foncier, la dynamique de l'approvisionnement alimentaire aux ménages et le maintien des systèmes d'assistance communautaire. Les articles évaluent les différents niveaux d'efficacité de toute approche utilisée. Le désir de s'assurer que les interventions ne contribuent pas seulement au développement, mais abordent également les questions de pauvreté, d'équité et de marginalisation, est notable dans ces essais. En d'autres termes, il existe une éthique générale de justice sociale qui sous-tend la vision de la politique sociale proposée par les contributeurs.

Le terrain de la justice est cependant obscur, surtout lorsque les institutions clés qui ont pour mission de garantir la justice, sont elles-mêmes faibles, incapables ou attaquées. Si des engagements mondiaux sont pris à grande échelle en faveur de toutes les formes de justice et de l'équité que promet la justice sociale, dans la réalité, peu d'institutions mondiales tiennent un discours d'équité et de justice. Cela a contribué à générer un énorme doute sur les engagements mondiaux en faveur de l'équité, de l'impartialité et de la justice, et ce doute s'est répercuté sur les institutions régionales et locales. L'État en Afrique a fait l'objet d'une attention particulière, et son rôle dans l'élaboration des politiques en général et des politiques sociales en particulier, mérite plus qu'une mention en passant.

En Afrique, les doutes sur la volonté, la capacité et l'engagement de l'État à promouvoir les objectifs de justice sociale se sont accrus au fil des décennies. C'est ce que l'on a appelé « la question nationale » au cours de la décennie qui a suivi l'indépendance. Il existe une énorme littérature qui rend compte des débats intellectuels et des réflexions sur la nature de l'État et des relations État-société en Afrique, ainsi que sur le rôle de l'État dans le développement. Ces ouvrages mettent en évidence la question de la souveraineté politique,

mais ne l'approfondissent pas suffisamment. Quoiqu'il en soit, l'époque où ces réflexions intellectuelles ont eu lieu était également un moment où les espaces politiques étaient dominés par des acteurs externes, dont beaucoup étaient arrivés en Afrique en habits de 'facteurs' 'Stickholders'.

Pendant la période des programmes d'ajustement structurel et leurs diverses versions ultérieures, les espaces existants de souveraineté politique ont été attaqués et occupés par des marchands étrangers et des marabouts du développement. Cette attaque était si vicieuse que les responsables gouvernementaux attendaient un signal de Washington DC et d'autres capitales du Nord mondial pour prendre de simples décisions sur des questions d'intérêt national. Dans d'autres cas, les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux discutaient à l'avance et approuvaient des listes de fonctionnaires clés devant occuper des postes importants dans des ministères clés. Baptisées « *Dream Team* » ou « équipe de rêves » dans plusieurs pays, leur présence et leur injonction de rendre compte directement aux partenaires étrangers ont confirmé à quel point les gouvernements africains avaient cédé des espaces stratégiques aux acteurs extérieurs.

À ce jour, une grande partie du continent n'a pas retrouvé l'espace nécessaire à l'élaboration autonome de politiques. Certes, l'occupation extérieure des espaces d'élaboration des politiques en Afrique a parfois été entravée. Cela soulève donc la question de la souveraineté politique comme clé des réflexions sur la politique en général, et la politique sociale en particulier. En fin de compte, la question principale au cœur des processus politiques en Afrique reste celle de la création d'espaces pour l'élaboration de politiques souveraines et leur mise en relation avec des expériences similaires dans le Sud global, créant ainsi un cadre Sud-Sud pour la réflexion et l'intervention en matière de politique sociale. C'est en effet notre objectif au CODESRIA qu'une initiative majeure soit montée pour discuter des processus politiques en Afrique dans le but de chercher à développer, au sein du continent, des espaces de souveraineté politique. Il est temps de faire avancer l'agenda de la politique sociale transformatrice en Afrique car cela contribuera également à sécuriser les espaces de souveraineté politique.

Note

1. Kiely Elizabeth et Swirak Katharina, 2021, *The Criminalisation of Social Policy in Neoliberal Societies*, Bristol University Press.

Godwin R. Murunga
Secrétaire exécutif, CODESRIA
&

Ibrahim O. Ogachi
Directeur des Publications (par intérim), CODESRIA



FORTHCOMING / À PARAÎTRE



Catarina Antunes Gomes holds a degree in Anthropology with a specialization in Social and Cultural Anthropology as well as a PhD in Sociology with a specialization in Sociology of the State, the Law and Administration. She conducted her post-doctoral research in the intersection between sociology and postcolonial studies at Centro de Estudos Sociais, Coimbra University, Portugal. She is currently co-coordinator of the Social sciences and humanities Lab at the Catholic University of Angola.

Cesaltina Abreu holds a degree in Agronomy, with a specialization in Botany and Plant Protection, at the IAC (International Agricultural Centre) Wageningen, The Netherlands. She has a PhD in Sociology at IUPERJ, Instituto Universitário de Pesquisas do Rio de Janeiro, Brazil. Her main areas of interest include Political Sociology, State-Society relations, Citizenship, Public Space and Governance. She is currently co-coordinator of the Social Sciences and Humanities Lab at the Catholic University of Angola.

For those interested in the questioning of the humanities, this is a significant contribution for rethinking the university in the Global South and in the corporatized Western academy. It is a strong critique of neo-liberal policies and practices that, together with colonial legacies and authoritarian rule, plague African higher education. The other added-value is the focus on the so-called Lusophone Africa, one that is not easily found in English.

This collective work results from an exercise to re-enact freedom in the African University(-ies). It mobilizes the concept of Public Humanities in order to reflect upon the current emptying of emancipatory possibilities in African Higher Education that has been feeding itself from the prevalence of undemocratic rule in the shadow of neo-liberal policies, transfiguring what liberation struggles set out to do into normative and disciplinary politics. But also decolonial and citizenship contemporary aspirations and the current and institutionalized attacks on critical thinking and pedagogy at the university as well as the need to qualify the relationship between the institutionalized site of the university and the production of emancipation and freedom. In the Public Humanities approach rehearsed here, humanity is not a soliloquy; it is a matter of ontological insurrections, solidarity and justice against zones of non being. Consequently, the university should not be the site of an authoritative conformity; it needs to become a sort of contemporary ondjango (a home to hold conversations) where our humanities, comprising disciplines and being, are valued and not commodified or subjugated.

"This is a major intellectual intervention since the neo-liberalisation of our universities which has had devastating effect on intellectual freedom, critical thought and creativity. It is my hope that the essays in this book will rekindle the debate on the University as a public space and reignite the struggle to reclaim education as the commons and not a commodity for sale."

Issa Shivji
Professor Emeritus,
University of Dar es Salaam

